

Le Centre national de partage d'informations maritimes sera bientôt mis en place, annonce le Premier ministre



Page 3



Jagutpal lance un programme de promotion de la santé pour 2 600 employés du groupe Sunlife

Page 3

Foot News



Benfica 5-1 Club Brugge:

Scott Parker subit des coups de marteau alors que Goncalo Ramos marque deux fois

Page 8



France

Réforme des retraites:
Une communication gouvernementale souvent épingle



Page 4

Deux puissants séismes frappent le sud des Philippines



Page 5

Sécheresse en France : avec des nappes au plus bas, "les pluies à venir seront insuffisantes"



Page 5

Raheem Sterling et Kai Havertz en passe de se qualifier pour les quarts de finale

Page 8

A la télé aujourd'hui

06.00 Local: Rodrig - Klip Seleksion
06.45 Local: Eclats De Vie
07.40 Local: Entrepreneuriat Au...
08.10 Local Prod: Elle
09.25 Local: Lavi Zoli AN...
11.10 Tele: Rubi
12.00 Le Journal
12.30 Tele: Fierce Angel
14.35 D.Anime: L'Heure Du Conte

14.50 D.Anime: Early Learning
15.21 D.Anime: Sam Le Pompier
15.52 D.Anime: Harvey Girls...
16.15 D. Anime: Llama Llama
17.15 Serial: Creeped Out
18.00 Live: Samachar
18.30 Jijaji Chhat Par Hain
18.56 Local: Tirth Yatra
19.30 Le Journal
20.30 Film: Bell Bottom With: Akshay Kumar, Huma Qureshi,



07.00 DDI Live
09.58 Serial: Agniphera
12.11 Film: Dear Maya
15.00 Live: Samachar
15.22 Saare Tujhyachsathi
15.45 Serial: Bommarillu
16.02 Sondha Bandham
16.26 Serial: Rabba Mainu Maaf...
16.41 Serial: Saaton Vachanwa Saath

Nibhaib Sajna
17.09 Bhakharwadi
17.35 Local: Amrit Vaani
17.45 Local: Bhajan Sandhya
18.00 Serial: Oh! My Sweet Liar!
18.30 Mag: DDI Mag
19.30 Serial: Radha Krishna
20.04 Local: Les Grandes Lignes
20.59 Film: Torpedo With: Koen De Bouw, Thure



06.00 Mag: Motorweek
06.24 Mag: Vous Et Nous
06.57 Mag: Arts.21
07.55 Doc: Planet Home
11.45 Mag: Motorweek
12.09 Local: Vous Et Nous
12.37 Doc: World Heritage
12.58 Mag: The Inside Story
13.40 Doc: Planet Home
16.12 Mag: Focus On Europe

17.21 Mag: Motorweek
18.00 Mag: Eco India
18.42 Mag: Carnet De Sante
19.30 Mag: Japan Video Topics
20.30 Local: News (English)
20.53 Doc: Fine Arts Sculptures
21.48 Mag: Saladeria
22.17 Doc: Smoothie Mania
23.48 Doc: Foodland: Veggie...
23.51 Doc: Eco India
00.17 Mag: Shift



00.59 Film: Little Kingdom
02.50 Serial: Billions
03.30 Film: Extracted
04.56 Tele: Tour De Babel
05.44 Madam Secretary
06.26 Film: Erin Brockovich
08.45 Serial: Wanted
09.30 Tele: La Beaute Du Diable
10.21 Tele: Fierce Angel
12.00 Film: Extracted

13.30 Tele: Tour De Babel
14.46 Film: Erin Brockovich
16.30 Serial: Wanted
17.15 Madam Secretary
18.05 Tele: La Beaute Du Diable
19.00 Tele: Fierce Angel
19.36 Serial: Creeped Out
20.05 Tele: L'envers Du Paradis
20.30 Serial: Madam Secretary
21.15 Serial: Kojak
22.02 Serial: Reef Doctors



06.32 Film: Shakuntala Devi Starring Vidya Balan, Jisshu Sengupta
10.40 / 20.26 - Radha Krishna
11.16 / 21.01 - Anupamaa
11.46 / 21.31 - Mere Sai
12.18 / 21.56 - Kismat Ki Lakiron Se
12.43 / 22.20 - Yeh Teri

Galiyan
13.13 / 22.52 - Patiala Babes
14.25 - Highway On My....
15.00 / 21.46 - Bade Acche Lagte Hai 2
15.24 Film: Alag - He Is Different Starring Akshay Kapoor, Dia Mirza
18.00 Samachar
18.30 Kundali Bhagya
18.59 Udaariyaan
19.31 Kuch Rang Pyar Ke...
20.01 Sasural Simar Ka 2

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi BallahAdministration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003**E-mail:** lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info**Facebook:** Lesocialiste.info

Harry et Meghan invités à assister au couronnement de Charles III

Le prince Harry et Meghan Markle ont été invités à assister au couronnement du roi Charles III, a indiqué dimanche un porte-parole du couple mais les «Sussex», partis avec fracas vivre aux États-Unis en 2020, n'ont pas encore fait savoir s'ils feront le déplacement.

Le prince Harry «a reçu récemment un courriel du bureau de sa majesté à propos du couronnement» de Charles, 74 ans, qui doit se tenir le 6 mai, a indiqué ce porte-parole dans une déclaration transmise à l'AFP, confirmant une information du Sunday Times.

«Une décision immédiate sur la présence du duc et de la duchesse ne sera pas communiquée de notre côté à ce stade», a-t-il précisé.

Contacté, Buckingham Palace n'a pas souhaité commenter ces informations.

Le retour des «Sussex» au Royaume-Uni pour assister au couronnement fait l'objet de nombreuses spéculations dans les médias britanniques ces derniers mois, après les attaques virulentes faites par le couple contre la famille royale.

Après un documentaire diffusé sur Netflix en décembre, Harry, 38 ans a publié début janvier ses mémoires controversés intitulés «Le Supplément», dans lesquels il raconte son adolescence marquée par la drogue et l'alcool et détaillant la rupture de ses relations avec son père, le roi Charles III, et son frère William.

Encore samedi soir, le duc de Sussex a fait de nouvelles confessions lors d'un entretien avec un spécialiste des traumatismes, Gabor Mate, diffusé sur internet avec un accès payant.

Il y explique notamment s'être toujours senti «légèrement différent» du reste de la famille royale britannique et confie qu'ayant grandi dans une «famille brisée», il fait de son mieux pour ne pas transmettre de «traumatismes» à



ses enfants, Archie 3 ans, et Lilibet, 1 an.

Harry et Meghan ne sont revenus au Royaume-Uni qu'à de rares occasions depuis leur départ en 2020, notamment pour assister aux obsèques de la reine Elizabeth II en septembre.

Le duc de Sussex s'était déplacé seul pour l'enterrement de son grand-père le prince Philip en 2021, en pleine pandémie de Covid-19.

Lors de ces voyages, le couple séjournait au Frogmore Cottage, une résidence royale située à Windsor, que le roi Charles III leur a demandé de restituer, a indiqué en début de semaine un porte-parole du couple.

Selon une source proche des Sussex, citée par leur biographe, Omid Scobie, ils auraient «jusqu'au début de l'été», soit après le couronnement de Charles, pour déménager leurs affaires restant dans la résidence.

Santé

Le nombre de femmes enceintes souffrant de malnutrition aiguë augmente



Une situation particulièrement vraie dans les pays touchés par la crise alimentaire mondiale et qui entraîne des conséquences délétères sur leurs enfants.

Le constat est alarmant. Selon l'Unicef, le nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë a augmenté de 25 % depuis 2020 dans 12 pays à l'«épicentre» de la crise alimentaire mondiale, et ce, avec des conséquences délétères sur les enfants.

Le rapport, basé sur l'analyse de données relatives à l'insuffisance pondérale et à l'anémie dans presque tous les pays, estime que plus d'un milliard de femmes et d'adolescentes dans le monde souffrent de dénutrition – entraînant insuffisance pondérale et petite taille –, de carences en micronutriments essentiels et d'anémie. Dont une majorité dans les régions les plus pauvres.

Ainsi, l'Asie du Sud et l'Afrique sub-saharienne concentrent 68 % des femmes et adolescentes présentant un poids insuffisant et 60 % de celles souffrant d'anémie.

« De génération en génération »

Ces carences alimentaires ont un impact sur le bien-être de ces femmes, mais se répercutent aussi sur leurs enfants, souligne l'Unicef, notant que « la mauvaise nutrition se transmet de génération en génération ».

La malnutrition augmente le risque de mortalité néonatale mais nuit également «au développement foetal, générant des effets durables sur la nutrition, la croissance et l'apprentissage des enfants, ainsi que sur leur future capacité à subvenir à leurs besoins».

«À l'échelle mondiale, 51 millions d'enfants de moins de 2 ans présentent un retard de croissance. Nous

estimons que dans près de la moitié des cas, celui-ci survient durant la grossesse et les six premiers mois de la vie, lorsque la nutrition d'un enfant dépend entièrement de sa mère», souligne le rapport, qui porte une attention particulière aux femmes enceintes et allaitantes.

Il estime ainsi qu'entre 2020 et 2022, le nombre de femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aiguë a augmenté de 25 %, passant de 5,5 à 6,9 millions, dans 12 pays en crise alimentaire (Afghanistan, Burkina Faso, Éthiopie, Kenya, Mali, Niger, Nigeria, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Yémen).

Donner priorité aux femmes et aux filles

«Si la communauté internationale n'agit pas de toute urgence, cette crise pourrait avoir des conséquences durables sur les générations futures», a mis en garde dans un communiqué la directrice générale de l'Unicef, Catherine Russell. «Pour prévenir la dénutrition chez les enfants, nous devons également lutter contre la malnutrition chez les adolescentes et les femmes.»

L'Unicef appelle ainsi à donner la priorité aux femmes et aux filles en matière d'accès à une alimentation nutritive, à mettre en place des mesures contraignantes pour «éteindre à grande échelle l'enrichissement des aliments» courants comme farine, huile de cuisson ou sel, ou encore à éliminer certaines pratiques discriminatoires conduisant au partage inéquitable de la nourriture dans les ménages.

Le Centre national de partage d'informations maritimes sera bientôt mis en place, annonce le Premier ministre

Afin de renforcer la sensibilisation à la sécurité maritime dans la région, Maurice est actuellement en train de mettre en place le Centre national de partage d'informations maritimes. Il vise à collecter et diffuser des informations exploitables aux partenaires régionaux et internationaux afin de lutter contre la piraterie, le trafic de drogue, la traite des êtres humains, la pêche illégale et d'autres crimes maritimes.

Le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, a fait cette déclaration, lors de la cérémonie d'ouverture de la 13e édition de l'exercice Cutlass Express, parrainé par le United States (U.S.) Africa Command (AFRICOM) et mené par les U.S. Naval Forces Africa, à l'École de formation des garde-côtes du Chaland.

L'ambassadeur des États-Unis en République de Maurice, M. Henry V. Jardine, le commissaire de police, M. Anil Kumar Dip, des membres du corps diplomatique et d'autres personnalités étaient également présents à cette occasion.

Dans son allocution, le Premier ministre Jugnauth a rappelé que cet événement, organisé régulièrement depuis 2011, est un exercice multinational conjoint et qu'au cours de la dernière décennie, cet exercice a permis à la Force navale américaine, à la Garde côtière nationale mauricienne et à d'autres forces maritimes de collaborer étroitement afin de renforcer leur capacité et leur aptitude à assurer la sécurité maritime.

Maurice, a souligné le Premier ministre,

a participé activement à ces efforts régionaux et bilatéraux qui contribuent à renforcer la sécurité maritime et à partager des informations en temps réel pour une alerte et une réponse rapides aux menaces potentielles pour la sécurité maritime dans la région. Il a également exprimé sa conviction que cet exercice de formation améliorera les compétences de tous les participants des différentes gardes côtières et marines.

En outre, il a fait remarquer que la dépendance à l'égard de l'océan pour le commerce et le commerce montre que l'avenir de l'humanité dépend fortement de la sûreté et de la sécurité des mers. En tant que tel, il est impératif de renforcer la sûreté et la sécurité en mer par des approches collaboratives et coopératives, et des interventions conjointes concrètes telles que l'exercice Cutlass Express, a-t-il ajouté.

Quant à l'ambassadeur Jardine, il a souligné que cet exercice reflète le partenariat de sécurité croissant entre Maurice et les États-Unis et constitue une étape importante dans une relation solide ancrée dans les valeurs et l'héritage communs des deux pays. Il a également exprimé l'espérance de concentrer ses efforts sur le renforcement des relations Maurice-États-Unis dans le domaine de la sécurité maritime.

Exercice Cutlass Express

L'exercice Cutlass Express est le plus grand exercice d'entraînement naval de l'AFRICOM dans l'océan Indien. Il s'agit



d'un exercice maritime multinational conçu pour évaluer et améliorer la capacité combinée d'application de la loi maritime, promouvoir la sécurité nationale et régionale et rassembler les forces américaines et les pays d'Afrique de l'Est, les pays de l'ouest de l'océan Indien et d'autres partenaires internationaux pour partager leur expertise et leur expérience.

Il vise à améliorer la coopération régionale à l'appui du Code de conduite de Djibouti, la sensibilisation au domaine maritime, accroître la compétence tactique des nations participantes pour lutter contre le trafic illicite et la contrebande maritime, promouvoir le partage d'informations et la coopération globale entre les nations participantes, renforcer la sécurité maritime et

soutenir la liberté de la navigation et le commerce mondial dans cette région vitale.

L'exercice de cette année durera 12 jours du 06 au 17 mars 2023 et comprendra une phase préparatoire au port, suivie de six jours de scénarios en mer dans l'ouest de l'océan Indien. Les 14 pays participant à l'exercice Cutlass Express de cette année pour la région de l'Afrique de l'Est sont Maurice, les Seychelles, le Canada, les Comores, Djibouti, la Géorgie, la France, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, la Somalie, la Tanzanie, le Royaume-Uni et les États-Unis. Au total, 320 représentants des 14 pays, dont 65 de Maurice, participent à l'exercice.

Lancement de la phase 2 de la route de liaison La Vigie-La Brasserie-Beaux Songes par PM Jugnauth

Le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, a procédé, aujourd'hui à Pierrefonds, à la première pelletée de terre de la phase 2 du projet de liaison La Vigie-La Brasserie-Beaux Songes.

Le ministre de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, M. Kavydass Ramano ; ministre de l'Infrastructure nationale et du Développement communautaire, M. Mahendranuth Sharma Hurreeram ; Les membres du Parlement; et d'autres personnalités étaient présentes à cette occasion.

Dans une déclaration, le Premier ministre Jugnauth a souligné que les efforts du gouvernement pour moderniser les infrastructures routières à travers le pays, avec pour objectif principal de permettre à la population de se déplacer en douceur d'une région à l'autre malgré le nombre croissant de véhicules sur nos routes, se poursuivent.



L'objectif de la phase 2 du projet de liaison routière La Vigie-La Brasserie-Beaux Songes, a-t-il souligné, est d'améliorer la qualité de vie des citoyens en facilitant leurs déplacements sécuritaires entre les régions du centre et de l'ouest de l'île, et de les aider à économiser le temps ainsi que le carburant.

Parlant de la vision du gouvernement pour une population en santé, le Premier ministre a souligné que la route de liaison La Vigie-La Brasserie-Beaux Songes, ainsi que la nouvelle route à construire de Pierrefonds à Flic-en-Flac, comprendront également une piste cyclable s'étendant sur quelque 24 kilomètres. Il a précisé que tous les nouveaux projets d'infrastructures routières incluront dorénavant, dans la mesure du possible, une piste cyclable dans le but d'inciter les citoyens à pratiquer une activité

physique pour rester en santé.

De plus, il a ajouté que le contournement de Flic-en-Flac, de Pierrefonds à Flic-en-Flac, est déjà à l'étude et que les travaux devraient débuter dans les prochains mois.

Liaison La Vigie-La Brasserie-Beaux Songes (Phase 2)

La phase 2 du projet, à hauteur de quelque Rs 1,3 milliard, s'étend sur environ 9,5 kilomètres et devrait être achevée d'ici octobre 2024. Il s'agit d'une continuité de la Marie Road (B102) à La Marie, passe par Henrietta, Holyrood et se termine à Pierrefonds. Cette nouvelle route reliera la route de Palma (B2) et la route Phoenix-Beaux Songes (B130), améliorant ainsi l'accès aux régions de Palma, Bassin et Solférino, entre autres.

Les travaux de la Phase 2 impliquent, entre autres, la construction de : environ 9,5 kilomètres de chaussée unique comprenant chacun une chaussée de 7,0 mètres de large et un accotement revêtu de 1,5 mètre de large des deux côtés en chaussée souple avec une sous-base en pierre concassée, un revêtement en béton bitumineux parcours et une réserve routière; cinq ponts en béton, des dalots et la fourniture de diverses structures de drainage ; et quatre ronds-points et voies de contournement associées.

Jagutpal lance un programme de promotion de la santé pour 2 600 employés du groupe Sunlife

Le Programme sur les maladies non transmissibles (MNT) et la promotion de la santé ciblant environ 2 600 employés du groupe Sunlife, a été lancé, en présence du ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal, directeur financier du groupe Sunlife, M. Tommy Wong, et d'autres personnalités, au Long Beach Resort à Belle Mare.

L'événement est organisé dans le cadre de la Journée internationale de la femme 2023, célébrée chaque année le 08 mars. L'événement de deux semaines offrira un dépistage gratuit des maladies non transmissibles ainsi que du cancer du sein, et

sensibilisera aux mesures préventives et aux traitements médicaux associés.

Dans son allocution, le ministre Jagutpal a souligné qu'il est important de reconnaître et de valoriser tous les efforts déployés par les femmes dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Le gouvernement, a-t-il déclaré, est conscient du rôle central des femmes dans la société et de leur contribution importante au développement socio-économique du pays.

Il a indiqué qu'après le COVID-19, l'industrie du tourisme a redémarré ses activités en plein essor, ajoutant que les femmes ont joué un rôle important dans la relance du secteur et le soutien au progrès

du pays. Par ailleurs, le ministre s'est appesanti sur l'impact de l'obésité, de l'alcool et de la cigarette sur la santé des populations. Au fil du temps, a-t-il observé, il y a eu un changement positif dans le mode de vie et la santé des gens. "Il est crucial que de plus en plus de personnes prennent conscience de l'importance de rester en bonne santé, de maintenir une alimentation équilibrée et de pratiquer des activités physiques", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le directeur financier du groupe Sunlife, M. Tommy Wong, a souligné que le groupe Sunlife faisait de son mieux pour défier les stéréotypes et la

discrimination à l'égard des femmes, en particulier au travail, et a souligné qu'environ 30 % de leur personnel sont des femmes. Le Groupe, a-t-il dit, travaille sur des politiques visant à soutenir les femmes salariées et à leur offrir un environnement propice à leur épanouissement et à leur maintien en bonne santé.

Il a exprimé sa gratitude au ministère de la Santé et du Bien-être pour son partenariat dans l'organisation de la campagne de promotion de la santé visant à sensibiliser la population aux risques associés aux MNT, à l'importance d'un diagnostic précoce et d'un traitement rapide.

France

Réforme des retraites:

Une communication gouvernementale souvent épingle

Dangers d'une "France à l'arrêt", femmes pénalisées par la réforme, pension minimum à 1 200 euros : la communication du gouvernement a souvent été mise en défaut depuis la présentation le 10 janvier de sa réforme des retraites.

Tenir bon, menacer des conséquences du mouvement social et diviser les Français. C'est la stratégie que semble avoir adoptée dans sa communication le gouvernement français en cette semaine cruciale pour la réforme des retraites.

Alors que l'intersyndicale appelle à mettre "la France à l'arrêt", mardi 7 mars, pour signifier une nouvelle fois l'opposition des Français à une réforme qui doit faire reculer de 62 ans à 64 ans l'âge légal de départ à la retraite, la communication de l'exécutif ne cesse d'être mise en difficulté et d'évoluer. Sur les manifestations, sur les conséquences de la réforme pour les femmes ou sur la retraite minimum à 1 200 euros, petit tour d'horizon des affirmations fluctuantes de la Première ministre Élisabeth Borne et de son gouvernement.

Du "profond respect pour les Français qui se mobilisent" à la mise en garde

Si un "appel à la responsabilité" a été lancé dès le 12 janvier par la Première ministre Élisabeth Borne pour "ne pas pénaliser les Français" lors de la première journée de mobilisation, le 19 janvier, contre la réforme des retraites, les manifestations sont dans un premier temps saluées par le gouvernement pour leur bon déroulement. "Je salue l'engagement des forces de l'ordre, comme des organisations syndicales, qui ont permis aux manifestations de se dérouler dans de bonnes conditions. Permettre que les opinions s'expriment est essentiel pour la démocratie", écrit ainsi Élisabeth Borne sur Twitter après la première manifestation.

Et au soir de la deuxième journée de mobilisation, le 31 janvier, le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, fait part sur le plateau de TF1 de son "profond respect pour les Français qui se mobilisent".

Cinq semaines plus tard, le ton a changé. Alors que l'intersyndicale espère réunir mardi 7 mars le plus grand nombre de manifestants dans la rue depuis le début du mouvement et mettre "la France à l'arrêt", le gouvernement tente de retourner l'opinion contre les grévistes.

"Quand j'entends des responsables expliquer qu'ils veulent bloquer la France, en réalité, c'est les Français qu'ils vont bloquer. Quand j'entends certains qui disent qu'ils veulent mettre l'économie à genoux,

c'est les travailleurs qu'ils vont mettre à genoux. Et surtout, c'est toujours ceux qui sont le plus en difficulté. Ceux qui trinquent en général, c'est ceux qui triment, c'est-à-dire les Français qui doivent se lever le matin, prendre leur métro, leur RER, leur voiture pour aller travailler", fustige le même Gabriel Attal, samedi 4 mars, au Salon de l'agriculture.

Le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, va de son côté jusqu'à mettre en garde contre de graves conséquences, notamment écologiques, en cas de grèves importantes le 7 mars. "Mettre la France à l'arrêt, ce serait laisser filer une crise qu'on peut encore éviter. L'absence de pluie depuis près de trente jours maintenant en France fait peser un risque extrêmement fort sur l'état de nos réserves en eau cet été. Mettre le pays à l'arrêt, c'est prendre le risque d'une catastrophe écologique, agricole, sanitaire, voire humaine dans quelques mois", affirme-t-il le 1er mars à l'issue du conseil des ministres.

Une affirmation rapidement raillée par l'opposition et les syndicats. "La sécheresse, c'est la faute des syndicats ? La crise sanitaire, idem ? Et pourquoi pas la défaite en Coupe du monde ? Vos tentatives pour décrédibiliser une mobilisation sans précédent contre les 64 ans sont grossières", a réagi le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger sur Twitter. "En attendant l'invasion des sauterelles, la pluie de grenouilles à rajouter dans cette liste effarante des conséquences prévisibles du 7 mars", a aussi renchéri son homologue de la CFE-CGC François Hommeril.

D'une réforme de "justice sociale" à une réforme qui pénalise les femmes

Au-delà du point de vue gouvernemental sur les journées de mobilisation contre la réforme des retraites, le discours de l'exécutif a également évolué sur la présentation même de la réforme. Celle-ci était présentée le 10 janvier comme une réforme devant préserver l'équilibre du système, mais la Première ministre insistait alors surtout sur les notions de "justice sociale" et de "progrès social".

Mais les opposants et les médias soulignent rapidement que les femmes devraient être les grandes perdantes de la réforme. "Les femmes sont un peu pénalisées par ce report de l'âge, on n'en discouvent absolument pas. Elles sont un peu plus impactées", admet d'ailleurs le ministre des Relations avec le Parlement, Franck Riester, le 23 janvier, sur LCP.

Malgré les déclarations de son ministre, Élisabeth Borne ne change pas de ligne et tente de convaincre que les femmes y gagneront, expliquant, le 2 février sur France 2, qu'elles partiront en moyenne plus tôt à la retraite que les hommes après la réforme, alors qu'elles partent actuellement plus tard



divement. La Première ministre peine toutefois à convaincre, et pour cause, ce n'est pas grâce à la réforme que cette tendance va s'inverser. Le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) de 2019 prévoyait déjà que "pour les générations nées à partir de la fin des années 1970, les femmes partiraient à la retraite en moyenne un peu avant les hommes".

Lors de cette même émission, Élisabeth Borne admet toutefois que la réforme va pénaliser les Français dans leur ensemble : "Demander aux Français de travailler progressivement plus longtemps, c'est un effort et je mesure ce que ça représente pour beaucoup de Français", admet-elle, tout en soutenant que "si on ne fait pas cette réforme, c'est notre système par répartition qui ne tiendra pas".

D'une pension minimum de 1 200 euros garantie à seulement 2,5 % des futurs retraités concernés

Mais le plus gros couac de communication – le plus gros mensonge, accusent les oppositions – concerne la pension minimum à 1 200 euros. Alors que le texte de la réforme précise bien que seules les personnes ayant eu une carrière complète au niveau du SMIC verront leur pension atteindre 85 % du SMIC, soit environ 1 200 euros, de nombreux ministres et députés laissent entendre dans leurs interventions médiatiques que la réforme crée une pension plancher pour tous. "Deux millions de retraités actuels qui ont une retraite inférieure à 1 200 euros verront leur retraite majorée à 1 200 euros bruts par mois", affirme même le porte-parole du gouvernement Olivier Véran, le 11 janvier, sur FranceInfo. "Nous avons voulu garantir une retraite minimale à 1 200 euros pour ceux qui ont les niveaux de retraite les plus faibles", assure quant à lui le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, le 2 février, sur LCI.

Mais plusieurs articles de presse et, surtout, l'intervention de l'économiste Michaël Zemmour sur France Inter, le 7 février, démontrent qu'il n'en est rien et le gouvernement se retrouve dans l'embarras. Le ministre du Travail, Olivier Dussopt, a alors bien du mal à chiffrer le nombre de bénéficiaires de la pension à 1 200 euros. "Grâce à cette réforme, parmi les retraités actuels, 1,8 million vont bénéficier d'une revalorisation de leur pension", explique-t-il le 13 février à l'Assemblée nationale. Et "nous savons que sur les 800 000 nouveaux retraités chaque année, 200 000 bénéficieront d'une pension plus importante du fait de cette mesure", soit une revalorisation pour un "quart des nouveaux retraités", assure-t-il, sans toutefois répondre à la question du nombre de personnes qui toucheront effectivement 1 200 euros.

Puis, deux jours plus tard, le ministre donne un chiffre sur France Inter : "Quand on me dit combien grâce à cette réforme vont passer le cap des 85 % du SMIC ? On a une prévision, elle m'est arrivée hier soir : 40 000 personnes de plus chaque année", indique Olivier Dussopt.

Ce chiffre est contesté dès le lendemain par le député socialiste Jérôme Guedj, qui interpelle le ministre du Travail au Palais Bourbon. Ce dernier refuse de lui répondre, mais dans un courrier daté du 23 février et rendu public le 28 février, Olivier Dussopt revoit ses estimations à la baisse, indiquant que seuls 10 000 à 20 000 nouveaux retraités chaque année verront leur pension revalorisée à 1 200 euros, soit moins de 2,5 % des futurs retraités.

Autant de couacs de communication qui alimentent déjà les rumeurs de remaniement ministériel après la réforme des retraites.

Charles III entamera fin mars ses premiers déplacements à l'étranger

Le roi Charles III effectuera fin mars des visites d'État en France et en Allemagne, ses premiers déplacements à l'étranger en tant que souverain britannique, a annoncé vendredi la présidence allemande.

Le souverain débutera son déplacement en France, du 26 au 29 mars, a précisé l'Élysée.

«Cette visite d'État, la première du souverain avant son couronnement (le 6 mai, ndlr), constitue un honneur fait à la France et illustre la profondeur des liens historiques

qui unissent nos deux pays», salue la présidence française dans un communiqué.

La visite «symbolise également la relation d'amitié et de confiance entre le Président de la République.

épublique et Sa Majesté le roi, qui ont par le passé étroitement collaboré pour la protection de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique», estime la présidence.

Emmanuel Macron «présidera un dîner d'État en l'honneur du souverain et de la

Reine consort le 27 mars au Château de Versailles», indique l'Élysée.

Charles III gagnera ensuite l'Allemagne, pour une visite d'État du 29 au 31 mars.

«C'est avec un grand plaisir que nous accueillerons le roi Charles et son épouse Camilla fin mars pour une visite d'État. J'apprécie d'autant plus cette visite d'État que le roi a décidé de venir chez nous, en Allemagne, avant même son couronnement» écrit dans un communiqué le président allemand Frank-Walter Steinmeier.

«Le fait que le roi Charles ait choisi l'Allemagne et la France comme premières destinations avant son couronnement est également un geste européen important», ajoute le président allemand.

«A lui, mais aussi bien sûr à tous les Britanniques, je voudrais dire: nous, en Allemagne, nous en Europe, souhaitons conserver des relations étroites et amicales avec le Royaume-Uni, même après le Brexit», conclut M. Steinmeier, une autorité morale en Allemagne.

France

Sécheresse en France : avec des nappes au plus bas, "les pluies à venir seront insuffisantes"

Après une sécheresse historique cet été et un hiver tout aussi sec, le mois de mars démarre avec des averses prévues sur une grande partie de la France. Une bonne nouvelle, alors que l'inquiétude d'un nouvel été sans eau grandit. Mais ces pluies ne seront certainement pas suffisantes pour compenser la situation actuelle.

L'hiver a été sec, très sec. Les mois de décembre, janvier et février ont été marqués par un déficit de pluie et de neige, a confirmé Météo France lundi 6 mars, dans son bilan hivernal. De quoi renforcer les craintes d'un nouvel été marqué par la sécheresse.

En prévision, le gouvernement affirme vouloir se préparer. Depuis mi-février, quatre départements - l'Ain, les Pyrénées-Orientales, le Var et les Bouches-du-Rhône - sont déjà soumis à des restrictions sur l'usage de l'eau. Il est interdit d'arroser sa pelouse, de remplir sa piscine ou encore d'irriguer les cultures. Des mesures "d'anticipation" pour éviter "d'éventuelles situations de crise", fait valoir le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu.

Mais mardi, la pluie revient enfin, salut l'organisme météorologique dans son bulletin quotidien. Une trêve salutaire qui pourrait laisser espérer un renversement de la situation. "S'il pleut comme il pleut d'habitude régulièrement au printemps, nous n'aurons pas de difficultés puisque nous n'aurons pas besoin de prélever dans les nappes ou dans les cours d'eau", a ainsi voulu rassurer Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture, le 27 février dernier.

Pour Simon Mittelberger, climatologue à Météo France, ces précipitations seront en effet bienvenues et permettront d'"humidifier" les sols. Elles resteront cependant insuffisantes pour recharger des nappes souterraines taries par l'accumulation d'épisodes secs, été comme hiver.

Quelle est la situation actuelle ?

Simon Mittelberger : Depuis le mois de septembre, nous sommes sur un déficit de 18 % de la pluviométrie en France. Et février s'inscrit dans cette tendance globale avec cette séquence record de 32 jours



sans pluie. Le déficit des précipitations atteint 75 %.

Avec cet hiver très doux et très sec, qui fait suite à la sécheresse de l'été 2022, l'état des sols est très inquiétant. Concrètement, aujourd'hui, nous sommes dans la situation qu'on rencontre normalement au milieu du mois d'avril.

Il y a cependant de fortes disparités entre les territoires. Dans le sud-ouest de la France, par exemple, nous sommes dans une situation quasi proche de la normale car les sols ont pu bénéficier d'importantes précipitations fin janvier. En revanche, en Auvergne-Rhône-Alpes et en Occitanie, les sols n'ont jamais été aussi secs à cette période de l'année. Nous sommes proches de ce qu'on rencontre habituellement au mois de mai.

Le retour des précipitations en ce début du mois de mars peut-il suffire à améliorer la situation ?

De la pluie va effectivement arriver dans

les deux tiers nord de la France et dans le Sud-Ouest à partir de mardi et c'est une bonne nouvelle. Surtout que le mois de mars est crucial car c'est en quelque sorte le dernier moment pour la recharge des nappes phréatiques.

Normalement, la période entre septembre et mars est la "période de recharge", c'est-à-dire que les précipitations permettent de réalimenter en eau les nappes souterraines. Passée cette date, avec l'arrivée du printemps, c'est trop tard : les températures grimpent augmentant l'évaporation des précipitations et la végétation repart et vient puiser l'eau dans le sol pour se développer. Les pluies qui tombent ne peuvent donc plus rentrer suffisamment en profondeur pour atteindre les nappes souterraines.

Par ailleurs, on est parti de réserves en eau tellement basses, après la sécheresse de l'été 2022, qu'il aurait fallu un hiver nettement excédentaire en précipitation pour

recharger entièrement les nappes. Ces pluies du mois de mars seront donc bénéfiques car elles vont permettre de réhumidifier les sols mais elles ne seront pas suffisantes pour reconstituer entièrement les stocks.

[NDLR : De début septembre au 2 mars, il est tombé en France l'équivalent de 435,1 millimètres de précipitations - la normale saisonnière étant de 583,7 millimètres. Il faudrait ainsi, que d'ici au 31 mars, il tombe au minimum 150 millimètres de pluie dans le pays. La normale pour un mois de mars est de 50 mm, note Météo France]

Concrètement, à quoi faut-il s'attendre pour le printemps et l'été ?

Actuellement, nous n'avons aucune tendance significative pour la météo des trois prochains mois. Selon notre dernier bilan, le scénario tend plutôt à un printemps plus chaud que la normale, mais nous ne parvenons pas à modéliser une tendance concernant les précipitations.

En théorie, oui, la situation peut donc encore s'améliorer si les prochaines semaines sont particulièrement pluvieuses. On a eu le cas en 2012, par exemple, où le mois d'avril a été deux fois plus pluvieux que la normale, ce qui a permis d'éviter une sécheresse estivale. Idéalement, il faudrait d'ailleurs que ce soit des précipitations modérées qui s'étaleraient sur plusieurs jours pour que l'eau ait le temps de pénétrer dans la terre.

Et s'il pleut, les agriculteurs ne seront pas obligés d'irriguer leurs cultures et donc de puiser dans les réserves d'eau. En revanche, dans le cas contraire, on sera obligés de puiser dans les nappes. Et c'est vraiment le niveau de cette réserve d'eau qui reste aujourd'hui inquiétante.

Deux puissants séismes frappent le sud des Philippines

Deux puissants séismes ont frappé mardi le sud des Philippines faisant des dégâts et obligeant des centaines de villageois à abandonner leurs foyers, ont annoncé les autorités locales.

Une première secousse de magnitude 6, selon l'Institut sismologique américain USGS, s'est produite dans l'après-midi à quelques kilomètres de la municipalité de Maragusan dans la province montagneuse de Davao de Oro, sur l'île de Mindanao, dans le Sud de l'archipel.

Suite à ce séisme, les autorités locales n'ont pas fait état de victimes ni de dégâts importants.

Un deuxième séisme de magnitude 5,6 a frappé près de trois heures plus tard la municipalité voisine de New Bataan provoquant l'effondrement de plusieurs habitations.

Une responsable de l'agence de gestion catastrophes de New Bataan, Lynne Dololasa, a déclaré que près de 300 personnes avaient été forcées de fuir leurs foyers dans le village d'Andap où «un certain nombre de maisons se sont effondrées».

Une centaine de personnes se trouvant dans un centre commercial de la ville de Tagum, dans la province voisine de Davao du Nord, ont été blessées par des débris de verre alors qu'elles fuyaient le bâtiment, a déclaré un porte-parole de la province Jay Suaybaguio.

«J'étais au troisième étage en train d'acheter des fournitures de bureau lorsque le séisme a soudainement frappé», a déclaré M. Suaybaguio à l'AFP.

«Quand nous sommes arrivés au premier étage, nous avons vu des bouteilles de vin et de condiments cassés. Les lumières se sont éteintes mais les lumières de secours



se sont allumées, nous aidant à trouver notre chemin» vers la sortie, a-t-il raconté.

Des photos publiées sur le compte Facebook de l'agence de gestion des catastrophes de Davao du Nord montrent des morceaux de plafond effondrés à l'intérieur du centre commercial de Tagum, dégâts attribués aux «conséquences liées au tremblement de terre».

Les autorités de Davao du Nord ont suspendu le travail et les cours mardi et mercredi pour permettre des inspections des bâtiments et infrastructures publics.

Le premier tremblement de terre a duré environ 30 secondes et a été suivi de répliques, a déclaré Stephanie

Clemen, responsable de police à Tagum, à environ 40 kilomètres de Maragusan.

«Nous nous sommes immédiatement abrités sous nos bureaux et quand le sol a cessé de trembler, nous sommes immédiatement sortis» de l'immeuble, a expliqué Stephanie Clemen à l'AFP. «Nous sommes toujours à l'extérieur car une réplique modérée vient de frapper», a-t-elle ajouté, faisant état de scènes de panique.

Un employé de l'agence de gestion des catastrophes de Maragusan a déclaré à l'AFP que des informations faisant état d'un glissement de terrain sur une route nationale étaient en cours de vérification. «Nous n'avons pas reçu d'informations sur d'autres dégâts ou victimes, mais nous vérifions les villages» a ajouté, a-t-il ajouté, requérant l'anonymat.

Des tremblements de terre surviennent quotidiennement aux Philippines, qui se situent sur la «ceinture de feu» du Pacifique, une zone d'intense activité sismique et volcanique.

Le dernier séisme majeur en date s'est produit dans le Nord des Philippines en octobre. De magnitude 6,4, il a frappé la ville de Dolores dans la province montagneuse d'Abra, blessant plusieurs personnes, endommageant des bâtiments et coupant l'électricité dans la majeure partie de la région.

Un séisme de magnitude 7 a également frappé la province d'Abra en juillet dernier à fait onze morts et plusieurs centaines de blessés, provoquant des glissements de terrain et des fissures au sol.

Séoul annonce un plan pour indemniser les victimes du travail forcé au Japon

La Corée du Sud a annoncé lundi un plan pour indemniser ses ressortissants victimes du travail forcé au Japon pendant la guerre, pour briser le « cercle vicieux » des contentieux entre les deux pays asiatiques et réchauffer leurs relations face à la Corée du Nord.

Les deux pays voisins sont de proches alliés des États-Unis en Asie et ont des liens économiques importants, mais leurs relations diplomatiques sont régulièrement empoisonnées par des contentieux historiques remontant à la brutale colonisation japonaise de la péninsule coréenne (1910-1945).

Selon Séoul, environ 780 000 Coréens ont été soumis au travail forcé durant les 35 ans d'occupation japonaise, sans compter les femmes réduites à l'esclavage sexuel par les troupes nippones durant la Seconde Guerre mondiale.

Le nouveau plan du gouvernement de Séoul prévoit de confier à une fondation locale le soin d'accepter les dons des grandes entreprises sud-coréennes — qui ont bénéficié de réparations accordées par le Japon en 1965 — pour indemniser des victimes.

Le ministre sud-coréen des Affaires étrangères Park Jin a dit « espérer que le Japon répondrait positivement à notre décision majeure d'aujourd'hui, par des contributions volontaires d'entreprises japonaises et des excuses complètes ».

« La coopération entre la Corée et le Japon est très importante dans tous les domaines de la diplomatie, de l'économie et de la sécurité, dans le contexte actuel de grave situation internationale et de difficile crise mondiale », a ajouté le ministre, qui veut « briser le cercle vicieux au nom de l'in-



térêt national ».

Ce nouveau plan d'indemnisation offre l'occasion de créer « une nouvelle histoire pour la Corée et le Japon, dépassant les antagonismes et les conflits, pour aller de l'avant », a estimé Park Jin.

« Relations saines »

Le ministre japonais des Affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi, s'est félicité lundi du plan sud-coréen, qui aidera selon lui à « rétablir des relations saines » entre les deux pays.

Mais il a aussitôt laissé entendre que Tokyo ne s'excuserait pas davantage envers Séoul, évoquant une « déclaration commune » de 1998 où le premier ministre japonais de l'époque, Keizo Obuchi, avait exprimé de « profonds remords » pour les dommages et souffrances causés par la colonisation nipponne de la péninsule coréenne.

Tokyo insiste également sur le fait qu'un traité bilatéral signé en 1965 — qui a permis aux deux pays d'établir des relations diplomatiques et à Séoul d'obtenir des répara-

tions de plusieurs centaines de millions de dollars sous forme de subventions et de prêts bon marché — a réglé tous les contentieux entre les deux pays concernant la période coloniale.

Dans un contexte de polarisation autour du conflit en Ukraine, et face à la menace de la Corée du Nord, qui détient l'arme nucléaire, le président américain Joe Biden s'est empressé de saluer « un nouveau chapitre révolutionnaire de coopération et de partenariat entre deux des plus proches alliés des États-Unis ». Le chef

de la diplomatie américaine Antony Blinken a vanté des « annonces historiques » et loué le « courage » et la « vision » des gouvernements sud-coréen et japonais.

Dans un arrêt historique de 2018, la Cour suprême de Corée du Sud avait ordonné à certaines entreprises nippones de verser des compensations à une poignée de victimes sud-coréennes, ce qui avait ravivé les contentieux et dégradé les relations entre les deux pays.

Le Japon a instauré en 2019 des restrictions à l'exportation vers la Corée du Sud de certains produits et composants chimiques.

En signe de bonne volonté, Séoul a dit lundi suspendre sa plainte devant l'Organisation mondiale du commerce dans l'attente de pourparlers bilatéraux pour lever ces restrictions.

Des « excuses » d'abord

Les contentieux historiques entre les deux pays se sont longtemps cristallisés autour de la question de l'esclavage sexuel

pendant la Seconde Guerre mondiale.

Selon la majorité des historiens, jusqu'à 200 000 femmes — principalement originaires de Corée, mais également d'autres pays asiatiques, y compris la Chine — ont été forcées à se prostituer dans des maisons closes militaires japonaises.

En 2015, Séoul et Tokyo avaient conclu un accord visant à régler « définitivement et irréversiblement » cette question : le Japon s'était formellement excusé et un fonds d'un milliard de yens (environ sept millions d'euros) avait été créé pour les survivants. Mais Séoul avait fait marche arrière, faute de consentement de la part des victimes.

Le nouveau plan d'indemnisation bénéficie lui du soutien de nombreuses familles de victimes, assure Park Jin, promettant que celles-ci seraient consultées « une par une » afin d'obtenir « sincèrement leur compréhension ».

Le plan a néanmoins déjà suscité de vives protestations de groupes de victimes, qui souhaitent une compensation financière et des excuses directes des entreprises japonaises concernées.

« La signification de l'annonce d'aujourd'hui sera mesurée en grande partie par ce que le Japon fera ensuite », juge Benjamin A. Engel, professeur de l'Université nationale de Séoul. Au minimum, des excuses de la part de Tokyo et des dons de la part de deux entreprises japonaises contribueraient à faire accepter l'accord par le public, a-t-il estimé.

« Vous devez d'abord vous excuser », a fustigé une victime, Yang Geum-deok, selon l'agence de presse Yonhap. « Je ne prendrai pas d'argent qui semble être le résultat de mendicité ».

Taiwan alarmée par la hausse du budget militaire chinois



Le ministre taïwanais de la Défense, Chiu Kuo-cheng, a estimé lundi que l'augmentation du budget de la Défense annoncée par la Chine pour 2023 signifiait que Pékin « se prépare à utiliser la force si nécessaire » pour récupérer l'île.

Dimanche, la Chine a annoncé une hausse de 7,2 % du budget de la Défense pour 2023, soit l'augmentation la plus forte depuis 2019. Les dépenses militaires s'élèveront à 1553,7 milliards de yuans (305 milliards de dollars canadiens).

« Il semble que l'autre partie se prépare à l'usage de la force si nécessaire à l'avenir », a lancé le ministre taïwanais devant les députés.

Selon lui, la visite de hauts responsables étrangers à Taiwan ou la tenue d'exercices militaires conjoints avec les soldats de pays alliés pourraient servir de catalyseur à une invasion de l'île par les forces de Pékin.

Taipei se prépare

« Je pense qu'ils attendent une bonne raison pour envoyer des troupes, comme des visites de hauts [respon-

sables] d'autres pays à Taiwan ou des activités trop fréquentes entre nos militaires et ceux d'autres pays », a-t-il déclaré.

Le ministre a souligné que Taiwan se préparait d'une manière anticipée à des incursions dans les eaux entourant l'île plus à proximité que ce qui a été la norme au cours des dernières années.

Les propos de M. Chiu ont été rejetés lundi par un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. « Taiwan est une partie de la Chine, et par conséquent Taiwan n'a pas de ministre de la Défense », a déclaré Mao Ning.

« Les deux côtés de part et d'autre du détroit de Taiwan sont en territoire chinois. La Chine prendra des mesures fermes pour sauvegarder la souveraineté et son intégrité territoriale », a ajouté le porte-parole.

Dimanche, le premier ministre chinois sortant, Li Keqiang, a réitéré devant les députés l'opposition de Pékin à l'indépendance de Taiwan.

De son côté, le premier ministre taïwanais, Chen Chien-jen, a demandé à la Chine de « respecter Taiwan ».

Les relations entre la Chine et Taiwan devraient être guidées par « les principes de rationalité, d'égalité et de respect mutuel afin de pouvoir se développer positivement d'une manière saine et durable », a-t-il dit.

Taiwan vit sous la menace constante d'une invasion chinoise, Pékin considérant l'île comme une partie de son territoire, devant être récupérée un jour, par la force si nécessaire.

L'an dernier, les relations sino-américaines ont atteint leur point le plus bas en août, après la visite sur l'île de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants des États-Unis.

En représailles, Pékin avait effectué de gigantesques manœuvres militaires autour de Taiwan.



Un incendie dans un camps de réfugiés au Bangladesh laisse 12 000 Rohingyas sans abri

Un incendie qui s'est déclaré dimanche dans un camp de réfugiés rohingyas, dans le sud-est du Bangladesh, a laissé environ 12 000 personnes sans abri, a déclaré un responsable.

L'incendie s'est déclaré en début d'après-midi dans le camp numéro 11 de Kutupalong, l'un des plus grands camps de réfugiés au monde, et a rapidement détruit les abris en bambou, a déclaré à l'AFP Mijanur Rahman, le commissaire chargé des réfugiés au Bangladesh. « Quelque 2000 abris ont été incendiés, laissant environ 12 000 ressortissants de Birmanie sans abri », a-t-il déclaré.

Plus d'une trentaine de mosquées et une vingtaine de centres d'apprentissage pour les réfugiés ont également été détruits, a-t-il ajouté, sans faire état de victimes. Le feu a été maîtrisé en trois heures, et les autorités ont ordonné une enquête pour établir dans quelles circonstances l'incendie s'était déclaré.

Les incendies sont fréquents dans ces camps, où près d'un million de réfugiés rohingyas vivent dans des conditions précaires. La plupart d'entre eux ont fui la répression militaire en Birmanie en 2017 et se sont réfugiés au Bangladesh.

Un rapport du ministère de la Défense du Bangladesh a indiqué le mois dernier qu'entre janvier 2021 et décembre 2022, il y avait eu 222 incendies dans les camps des Rohingyas, dont 60 incendies criminels. En mars 2021, un de ces incendies avait fait 15 morts et laissé quelque 50 000 personnes sans abri.

Le Canada interpellé alors que le nombre de réfugiés explose sur la planète

Les Nations unies se préparent à une nouvelle augmentation du nombre de réfugiés cette année, en raison du tremblement de terre du mois dernier en Turquie et en Syrie qui s'ajoute à une série de crises qui font en sorte que le monde se tourne vers le Canada pour obtenir plus d'aide.

« Les besoins partout dans le monde sont énormes », a déclaré Kelly Clements, vice-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, lors d'une visite au Canada cette semaine.

« C'est le début d'une autre année très difficile. »

Mme Clements était en tournée au Moyen-Orient le mois dernier lorsque le tremblement de terre a frappé, et elle s'est dirigée vers la grande ville syrienne d'Alep immédiatement après.

Elle a dit que les secousses ont réveillé le personnel du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) aux premières heures du 6 février. Ils sont sortis dans la rue, se retrouvant dans la neige avec seulement leurs vêtements de nuit.

« Certains de nos collègues ont perdu leur maison ou des biens et s'inquiétaient pour leurs proches. Malgré cela, tout le monde était de retour au bureau dès ce jour-là », a-t-elle dit.

« Vous pouvez voir à l'intérieur des immeubles d'appartements, voir les effets personnels, les vêtements des gens, les miroirs sur le mur, les commodes, etc. », a raconté Mme Clements.

La guerre civile syrienne est en cours depuis 2011, et certaines parties d'Alep étaient déjà en ruines, a-t-elle souligné.

De nombreuses parties de la Syrie sont sous le contrôle de groupes belligérants, ce qui rend la réponse du pays beaucoup plus lente que la mobilisation du gouvernement turc. Il a fallu une semaine au gouvernement syrien pour assouplir sa politique de restrictions sévères aux frontières, ce qui a retardé l'arrivée de l'aide humanitaire.

Le HCR a pu cependant se concentrer sur l'établissement de logements pour les sinistrés. Mme Clements a précisé que l'agence a besoin de financement pour organiser des programmes pour les enfants



separés de leur famille et pour protéger les femmes contre la violence.

« Notre plus grande préoccupation est que lorsque les projecteurs ne seront plus braqués sur la réponse au tremblement de terre, même si les secousses ont disparu, les besoins seront toujours là. »

« Ce sont des gens qui auront besoin du soutien à long terme de la communauté internationale pour reconstruire leur vie. Il ne s'agit pas seulement de reconstruire des structures », a affirmé la vice-commissaire du HCR.

La Syrie comptait 21 millions de citoyens lorsque la guerre civile a éclaté il y a 12 ans. Aujourd'hui, 6,8 millions de Syriens sont déplacés et 5 millions sont des réfugiés dans d'autres pays.

Situation au Liban

De l'autre côté de la frontière, 1,5 million de Syriens se retrouvent au Liban, où un cinquième des résidents sont des réfugiés d'autres États, la plus forte proportion de la planète.

Kelly Clements, une ancienne diplomate américaine à Beyrouth, se souvient d'avoir amené ses propres médicaments lors d'une récente visite, en raison du manque d'approvisionnement dans le pays.

Le Liban était dans une impasse politi-

que depuis des années lorsqu'une grande partie de son port principal a explosé en 2020. L'inflation a rendu pauvres presque tous les réfugiés dans le pays, ainsi que de nombreux citoyens libanais, explique Mme Clements.

Elle note que les Libanais fuient également leur propre pays sur des bateaux de fortune et que le nombre de morts en mer a triplé de 2021 à 2022.

Pendant ce temps, un autre conflit, au Yémen, a produit une catastrophe humanitaire, alors qu'un appel mondial à l'aide n'a atteint qu'un tiers de son objectif cette semaine.

L'ONU a demandé 4,3 milliards de dollars américains pour rétablir des services de nourriture, d'eau et de santé adéquats, mais n'a reçu que 1,2 milliard lors d'une conférence des donateurs lundi.

Le pays est assailli par une guerre civile violente, un blocus économique et des catastrophes naturelles de plus en plus graves. Selon Save the Children, le manque de financement « aura un impact négatif sur la vie de millions d'enfants au Yémen et sur la stabilité à long terme du pays ».

Lundi, le ministre canadien du Développement international, Harjit Sajjan, a annoncé un financement de 46 millions de

dollars « dans le cadre de sa réponse continue à la crise humanitaire au Yémen ».

« [Ce pays] est tombé en grande partie hors du radar de la communauté internationale et a encore énormément besoin de soutien humanitaire », a déclaré Mme Clements.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a recensé 65 millions de personnes déplacées dans le monde en 2015, un chiffre qui a explosé au-delà de 100 millions et qui devrait atteindre 120 millions d'ici la fin de 2023, selon des estimations conservatrices.

Mme Clements a félicité le Canada d'être l'un des principaux bailleurs de fonds du HCR et d'avoir réinstallé certains des réfugiés les plus vulnérables du monde dont les besoins ne peuvent être satisfaits dans de nombreux pays en développement.

Toutefois, elle espère que la contribution canadienne augmentera dans le prochain budget fédéral.

« Nous avons besoin que le Canada soit avec nous encore plus en 2023 qu'en 2022. »

Chemin Roxham

Pendant ce temps, plus près de nous, la hausse du nombre de demandeurs d'asile qui entrent au Canada par le chemin Roxham incite le Québec à exhorter qu'Ottawa ferme ce point de passage frontalier non officiel.

Le gouvernement fédéral a transporté des centaines de demandeurs d'asile en Ontario alors que les médias québécois ont souligné le manque de logements à Montréal pour les nouveaux arrivants.

Bien que Mme Clements ne suive pas la politique canadienne, elle affirme qu'elle est certaine que le pays restera prêt à aider les gens dans le besoin.

« Le Canada a toujours été un pays incroyablement généreux, accueillant à bras ouverts les réfugiés, les demandeurs d'asile et d'autres », a-t-elle dit.

« Je suis convaincue que le Canada peut trouver des moyens de continuer à accueillir ceux qui ont besoin de sa protection internationale », a-t-elle conclu.

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Company CHLOE MODE LIE having its registered office at Medine Mews, Lot 16, Chaussee Street, Port-Louis, is applying to the Registrar of Companies for its removal from the Register under Section 309(1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby given that the company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its Memorandum and Articles of Association and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the company under Section 313 of the Companies Act 2001 should be delivered not later than 15 March 2023

Dated this 8th day of February 2023

Mrs Helene Doomen
Director
CHLOE MODE LTEE

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the company "KASHMIR CONNEXION LTD", a Domestic Company, having its Registered office at 10A Pailles Road, Pailles is applying under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001 to the Registrar of Companies.

The Company has ceased to carry on any business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under section 312 shall be delivered to the Registrar of Companies not less than 28 days from the date of this notice.

Dated this : 01 March 2023

Farreedun Basheema Tanween Begum
Director

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Company Safe Tower Systems Holdings, an Authorised Company having its registered office at C/o CITCO (MAURITIUS) LIMITED, Level 4, Tower A, 1 Exchange Square, Ebene, Mauritius, is applying to the Registrar of Companies for its removal from the Register under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 should be delivered to the Registrar of Companies of this notice, not less than 28 days of the date of this notice.

Dated this 07th March 2023
Company Secretary

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, I, Miss Kim Moy Krystel Leung Pak Wingwill apply to the Municipal Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for a proposed Construction of a commercial building at ground floor level to be used as office for Doctor's Consultation Room and Residential units at 1st, 2nd and 3rd floors at Avenue Pere Laval Street, Sainte Croix.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated: 07th day of March, 2023.

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, I, Mrs. Suhootoo Bibi Nushrat-E-Marjeena will apply to the District Council of Riviere Du Rempart for a Building and Land Use Permit for a proposed Construction of a Commercial/Residential at ground and 1st floor level at Chemin Vingt Pieds, Grand Baie.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated: 07th day of March, 2023.

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, N L C PROPERTY MANAGEMENT LTD will apply to the Municipal Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for the conversion of existing building into shops, restaurants & apartments & also request an authorization to install the following electric engine: One CEB transformer of 250 KVA at c/n Dr. Sun Yat Sen Street and David Street, Port Louis

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated: 07th day of March, 2023.

Ligue des champions

Benfica 5-1 Club Brugge:

Scott Parker subit des coups de marteau alors que Goncalo Ramos marque deux fois

Benfica a battu le Club de Bruges de Scott Parker 5-1 pour atteindre les quarts de finale de la Ligue des champions avec une victoire 7-1 alors que Goncalo Ramos a marqué deux fois.

Les hôtes ont pris les devants à la 38e minute grâce à Rafa Silva qui a dribble deux défenseurs et a tiré une frappe du pied gauche dans le filet avant que Ramos ne marque de chaque côté de la pause.

Joao Mario a prolongé son avance avec un penalty à la 71e minute et le remplaçant David Neres a saisi le cinquième six minutes plus tard.

Bjorn Meijer a marqué une consolation tardive pour Bruges, qui n'a maintenant remporté que deux matchs en 12 sous Parker.

Benfica, qui détenait une avance de deux buts dès le match aller, était en contrôle dès le début et a finalement ouvert le score lorsque Ramos a traversé de la gauche et Silva a terminé au second poteau.

Ramos a ajouté à l'avance dans le temps d'arrêt de la première mi-temps en battant plusieurs défenseurs avant de frapper le ballon à l'intérieur de la surface.



L'attaquant en forme a ensuite tiré peu après la pause pour devenir le plus jeune joueur portugais à marquer deux fois lors d'un match à élimination directe.

Mario a marqué le quatrième en convertissant un penalty à la 71e minute après qu'Abakar Sylla ait fauché Gilberto et Neres a complété le score pour les hôtes de l'intérieur de

la surface avec VAR attribuant le but après un drapeau de hors-jeu.

Meijer a marqué un superbe but de consolation pour Bruges avec un premier effort qui a trouvé le coin supérieur.

L'entraîneur-chef du Club de Bruges, Scott Parker: "Pour moi, cela a été un défi, mais les joueurs ont été brillants et ont voulu faire tout ce qu'ils pouvaient pour renverser la vapeur.

"Je comprends que les gens doutent maintenant de (moi), je ne suis pas assez naïf pour ne pas (penser cela). Tout ce que je peux dire, c'est que j'essaie de renverser la vapeur et de créer une équipe qui recommencera à gagner."

Lorsqu'on lui a demandé s'il resterait aux commandes après la défaite, Parker a répondu: "Vous demandez à la mauvaise personne."

Chelsea 2-0 Borussia Dortmund: Raheem Sterling et Kai Havertz en passe de se qualifier pour les quarts de finale

Le penalty repris par Kai Havertz a aidé Chelsea à se qualifier pour les quarts de finale de la Ligue des champions alors qu'ils renversaient un déficit d'un but du match aller pour battre le Borussia Dortmund 2-1 au total.

Havertz a envoyé son premier effort contre le poteau après que Marius Wolf ait été pénalisé pour le handball, mais une reprise a été ordonnée en raison d'un empiètement et l'international allemand a gardé son sang-froid, choisissant le même endroit et convertissant à la deuxième tentative (53).

Raheem Sterling avait auparavant égalisé l'égalité au total avec une frappe puissante du centre de la surface de la réduction de Ben Chilwell (43) après un départ positif des hôtes à Stamford Bridge.

Chelsea, soutenu par la victoire 1-0 bien méritée de samedi contre Leeds en Premier League, est entré dans le match après n'avoir marqué que deux fois lors de ses sept matchs précédents, mais a finalement trouvé une pointe devant le but, la victoire gardant son rêve européen vivant et soulager une partie de la pression sur l'entraîneur-chef Graham Potter.

Pour Dortmund, la décision d'accorder le penalty à Havertz puis de lui permettre de le reprendre a laissé un goût amer. "C'est à un mètre ou deux", a déclaré le milieu de terrain Jude Bellingham du handball. "C'était en soi décevant, mais le fait qu'ils aient eu une reprise est une blague."

"Pour chaque pénalité avec une montée aussi lente, il y aura un empiètement de personnes courant dans la surface d'environ un mètre, mais c'est le jeu. Ils ont pris la décision. Nous devons vivre avec."

Après un retard de 10 minutes à l'heure du coup d'envoi en raison de la circulation



autour de Stamford Bridge, Chelsea était rapidement sur le pied avant, Joao Felix voyant un premier effort chargé par Alexander Meyer avant que Havertz ne tire sauvagement lorsqu'il était mis au but.

Dortmund a résisté à la tempête précoce et s'est rapproché lorsqu'un coup franc de Marco Reus a forcé un arrêt acrobatique de Kepa Arrizabalaga, mais Chelsea a rapidement repris l'ascendant.

Ils ont fait avancer le ballon avec rapidité et franchise et, malgré une certaine négligence dans la possession, l'approche les a vus créer une succession d'occasions en première mi-temps, avec Havertz écrasant un tir à l'intérieur du poteau qui a sifflé à travers la ligne de but.

Havertz a alors pensé qu'il avait ouvert le score lorsqu'un deuxième effort a tonné sous la barre après que Sterling ait été refusé par Meyer, mais le juge de ligne a levé son drapeau, le VAR montrant que Sterling était juste hors-jeu dans la préparation.

Cela ressemblait à une histoire familiale pour Chelsea, encore plus lorsque Kalidou Koulibaly, non marqué, a mal botté un corner de Chilwell avec Meyer bloqué, et Felix a ensuite vu son effort de suivi bloqué.

Mais la percée est finalement arrivée lorsque Chilwell a accéléré dans la surface de Dortmund sur la gauche et a coupé le ballon pour Sterling, qui a tiré à la maison à la deuxième tentative après avoir initialement échoué à établir une connexion appropriée avec son tir.

Chelsea était à nouveau redétable à Chilwell lorsqu'il a fait preuve d'une vigilance impressionnante à l'autre bout pour empêcher Raphael Guerreiro de passer au but juste avant la pause, et leur deuxième est arrivé peu après la reprise du jeu après la mi-temps.

Dortmund a estimé que le penalty était sévère étant donné la proximité de Wolf avec Chilwell lorsque la tentative de centre de l'ailier lui a frappé la main, mais l'arbitre Danny Makkelie n'a pas été ému par leurs

protestations après avoir consulté le moniteur côté terrain.

Chelsea a ensuite reçu un sursis lorsqu'une reprise a été ordonnée pour empiètement par des joueurs des deux côtés après que Havertz ait envoyé son effort contre le montant, mais il a terminé cliniquement avec son deuxième, bégayant une fois de plus sa course alors qu'il choisissait le même.

Dortmund a eu le meilleur après cela alors qu'ils tentaient de récupérer un but et de forcer le temps supplémentaire, mais Chelsea a résisté à la pression des visiteurs, Jude Bellingham envoyant une chance glorieuse et Wolf voyant un effort en diagonale sauvé par Kepa.

En fin de compte, l'avantage cumulé d'un but s'est avéré suffisant pour les hôtes, avec un Potter ravi rejoignant les célébrations sur le terrain par la suite, la victoire gardant leurs espoirs de gloire en Ligue des champions malgré leurs difficultés en Premier League.

Le patron de Chelsea, Graham Potter, a déclaré à BT Sport : "Il y a beaucoup d'émotion à la fin. C'était tendu à la fin mais les garçons ont joué de manière fantastique. Je suis ravi qu'ils remportent la victoire et c'est génial pour tout le monde ici."

"Il y avait une sensation fantastique dans le vestiaire. Nous avons traversé une période difficile et cette compétition signifie beaucoup pour nous. Nous voulions progresser et entrer dans les huit derniers et cela nous prépare pour les prochaines semaines."

"Nous devons récupérer et nous préparer pour samedi lorsque nous affronterons Leicester. C'est formidable pour les garçons, deux feuilles blanches après une période difficile. Vous obtenez cela dans la vie et il s'agit de la façon dont vous réagissez et les joueurs ont été fantastiques."